

Le Pacte d'excellence, comme premier changement

Collectif d'une centaine de signataires

Enseignants, parents, associatifs, directeurs, entrepreneurs...⁽¹⁾

■ Pour montrer une volonté réelle de changer de gouvernance, il faut inclure les acteurs de terrain dans la construction du Pacte d'excellence. Le réussir nécessite l'adhésion des profs, mais pas seulement !

Nous souhaitons adresser un message à l'attention des partis et mandataires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Réformons la gouvernance en profondeur, avec l'appui des véritables acteurs de terrain.

Les membres d'un groupe central, quels qu'ils soient, n'ont pas la légitimité pour valider des réformes au nom de l'ensemble des acteurs de première ligne. Transformer l'école est une nécessité : rencontrer les enjeux des évolutions sociétales, favoriser la réussite scolaire, réactiver la fonction d'ascenseur social... Cette réforme doit se faire pour les élèves, avec les profs mais aussi les parents, les directions et tous les partenaires de l'École et de l'Enseignement.

Contradictions et imprécisions

Depuis des décennies, de multiples réformes scolaires ont échoué : les disparités s'accroissent, les échecs restent trop nombreux, l'insatisfaction grandit... Les penseurs du Pacte pour un enseignement d'excellence semblaient pourtant avoir compris. Ils annonçaient une gouvernance différente respectueuse de tous. Malheureusement, leurs intentions déclarées n'ont pas été concrétisées : ils ont laissé des instances intermédiaires, souvent en décalage avec leur base et donc peu représentatives, s'approprier les discussions.

Ainsi, des représentants de Pouvoirs organisateurs trop déconnectés des directions d'établissement, des représentants syndicaux loin des préoccupations pédagogiques des enseignants, et des administratifs ont monopolisé les débats, ce qui aboutit à de nombreuses contradictions et imprécisions dans le rapport

final. En outre, au sein du monde politique (majorité et opposition confondues), il n'y a pas le large consensus indispensable pour que les conclusions du Pacte puissent s'appliquer au-delà d'une législature, impératif d'une réforme efficace.

Pour que le Pacte ne soit pas la énième réforme contre-productive, il faut revenir aux fondamentaux. Quelle belle opportunité pour le monde politique de montrer à leur niveau l'exemple de la nouvelle gouvernance prônée dans les écoles en s'appuyant sur les acteurs de première ligne pour définir le contenu des réformes ! Il y a là une occasion unique de montrer la capacité de notre système démocratique à dépasser les clivages traditionnels, à donner la priorité au long terme, à prendre en compte les grands enjeux et les questions de fond.

Nos propositions concrètes pour redéfinir les priorités du Pacte sont les suivantes :

1 Inverser la méthode en partant de la base

Plutôt que d'imposer un nouveau modèle rigide à toutes les écoles, identifions et valorisons tout ce qui fonctionne déjà bien dans certaines écoles et incitons les autres à s'en inspirer pour initier leurs propres démarches, de manière à dégager les solutions les plus adaptées pour relever leurs défis.

2 Plus d'autonomie aux équipes

Avant tout en leur donnant plus

de liberté quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés par le politique.

Privilégions tout ce qui relève de l'accompagnement et de la dynamisation pédagogiques plutôt que le contrôle normatif. Revoyons enfin, du sommet à la base, les mécanismes de gouvernance, avec la volonté de redonner au politique sa fonction de détermination des grands objectifs, tout en le libérant de la fixation des moyens. Responsabilisons par l'autonomie et la confiance, seules génératrices de l'engagement et de la créativité des profs, conditions indispensables pour initier le changement.

3 Améliorer collaborations et compétences

Celles des directions, d'abord, dans les domaines du leadership partagé, du coaching des enseignants et de la gestion des ressources humaines.

Adaptons aussi la formation des enseignants en matière de travail en équipe, de la prise en compte des intelligences multiples, de la pédagogie par projet, des "savoirs comportementaux" et autres soft skills.

Donnons enfin aux directions les moyens de composer des équipes

cohérentes au regard des projets pédagogiques et des réalités du terrain. A cet égard, seule une révision en profondeur du décret "Titres et fonctions" permettra de renouer des liens de confiance avec les enseignants et les directions.

4 Remettre l'élève au centre de tout

Mettons l'élève au centre, sur le

plan pédagogique, en conciliant l'exigence et la bienveillance. Il ne suffit pas ici d'adapter le système de certification pour obtenir les résultats statistiques désirés : il s'agit avant tout de stimuler le travail des élèves pour que les résultats statistiques augmentent naturellement. Donnons aux directions et aux enseignants les moyens d'assurer une réelle mixité sociale et pédagogique plutôt que de la décréter d'en haut. Refaisons de l'école un ascenseur social et plus un lieu de nivellement par le bas.

5 Des profs respectés

Trop d'élèves sont à l'image de la

société, qui témoigne peu de reconnaissance au métier. Pour changer cela, donnons aux enseignants les marges de manœuvre qui leur permettent d'être entrepreneurs, valorisons dans et en dehors de l'école leurs initiatives pédagogiques.

L'objectif doit être de dynamiser partout l'enseignement public et non de l'appauvrir, ce qui, si l'on n'y prend garde, entraînerait une privatisation sournoise, et déléterait pour tous, de l'enseignement de qualité.

La mise en œuvre de ces propositions n'exige pas de dépenses considérables, mais une valorisation des ressources humaines et un changement de gouvernance ! Elle requiert principalement un changement de posture des mandataires politiques et des instances intermédiaires qui négocient les réformes loin des réalités du terrain, pour favoriser les

changements escomptés au sein des équipes éducatives et chez les élèves.

La seule méthode pour une réforme de l'enseignement réussie vers l'excellence est celle qui accordera aux enseignants respect, confiance et autonomie; conditions indispensables à la prise d'initiatives adaptées à chaque situation et à la collaboration entre tous, avec pour guide la remise des élèves au centre des préoccupations.

Ne gaspillons pas cette opportunité et démontrons la volonté de changer de gouvernance.

→ (1) Lire la liste complète des signataires sur lalibre.be.

→ Titre, intro et intertitre sont de la rédaction.